

l'homme, pour observations, lors de sa quarante-huitième session.

*13^e séance plénière
31 mai 1991*

1991/29. Question d'un projet d'ensemble de principes pour la protection des personnes atteintes de maladie mentale et pour l'amélioration des soins de santé mentale

Le Conseil économique et social,

Rappelant la résolution 10 A (XXXIII) de la Commission des droits de l'homme, en date du 11 mars 1977⁶⁶, par laquelle la Commission a prié la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités d'étudier la question de la protection des personnes détenues au motif de troubles mentaux, en vue de formuler des principes directeurs,

Rappelant également sa résolution 1989/76 du 24 mai 1989, par laquelle il a autorisé un groupe de travail à composition non limitée de la Commission à se réunir pour examiner, revoir et simplifier, le cas échéant, le projet d'ensemble de principes et de garanties pour la protection des personnes atteintes de maladie mentale et pour l'amélioration des soins en matière de santé mentale, soumis par la Sous-Commission,

Exprimant sa satisfaction à la Commission des droits de l'homme pour avoir achevé l'élaboration d'un projet d'ensemble de principes,

1. *Décide* de soumettre le projet d'ensemble de principes pour la protection des personnes atteintes de maladie mentale et pour l'amélioration des soins de santé mentale⁶⁷, ainsi que le rapport du groupe de travail de la Commission des droits de l'homme⁶⁸ à l'Assemblée générale pour examen à sa quarante-sixième session, en vue de l'adoption de l'ensemble de principes;

2. *Recommande* que, après l'adoption du projet d'ensemble de principes par l'Assemblée générale, le texte intégral de cet ensemble de principes fasse l'objet de la plus large diffusion possible et recommande également que l'introduction de l'ensemble de principes, figurant dans l'annexe II au rapport du groupe de travail, soit publiée en même temps, en tant que document d'accompagnement, dans l'intérêt des gouvernements et du public en général.

*13^e séance plénière
31 mai 1991*

1991/30. Droits des personnes appartenant à des minorités nationales, ethniques, religieuses et linguistiques

Le Conseil économique et social,

Prenant note de la résolution 1991/61 de la Commission des droits de l'homme, en date du 6 mars 1991⁶¹,

1. *Autorise* un groupe de travail à composition non limitée de la Commission des droits de l'homme à tenir

⁶⁶ Voir Documents officiels du Conseil économique et social, soixante-deuxième session, Supplément n° 6 (E/5927), chap. XXI, sect. A.

⁶⁷ E/CN.4/1991/39, annexe.

⁶⁸ E/CN.4/1991/39.

vingt séances bénéficiant de tous les services au début de décembre 1991 pour achever la seconde lecture du projet de déclaration sur les droits des personnes appartenant à des minorités nationales, ethniques, religieuses et linguistiques, en vue de soumettre le texte à la Commission lors de sa quarante-huitième session en 1992;

2. *Prie* le Secrétaire général de fournir au groupe de travail toute l'assistance dont il pourra avoir besoin dans la poursuite de ses travaux.

*13^e séance plénière
31 mai 1991*

1991/31. Question d'un projet de déclaration sur le droit et la responsabilité des individus, groupes et organes de la société de promouvoir et de protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales universellement reconnus

Le Conseil économique et social,

Prenant note de la résolution 1991/63 de la Commission des droits de l'homme, en date du 6 mars 1991⁶¹,

1. *Autorise* le groupe de travail à composition non limitée de la Commission des droits de l'homme à se réunir pendant une période de deux semaines avant la quarante-huitième session de la Commission pour poursuivre les travaux sur l'élaboration d'un projet de déclaration sur le droit et la responsabilité des individus, groupes et organes de la société de promouvoir et de protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales universellement reconnus;

2. *Prie* le Secrétaire général de fournir au groupe de travail tous les services et installations nécessaires à ses réunions.

*13^e séance plénière
31 mai 1991*

1991/32. Renforcement de l'indépendance des experts membres de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités

Le Conseil économique et social,

Tenant compte de l'avis pertinent du Conseiller juridique, en date du 16 février 1984⁶⁹, confirmé par le mémorandum de celui-ci, en date du 28 juillet 1989,

Interprète l'article 59 du règlement intérieur des commissions techniques du Conseil économique et social de la manière suivante : il est entendu que la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités pourra voter à bulletin secret sur les résolutions ayant trait à des allégations de violations des droits de l'homme commises dans des pays particuliers, lorsqu'elle en décidera ainsi à la majorité de ses membres présents et votants.

*13^e séance plénière
31 mai 1991*

⁶⁹ Voir *Annuaire juridique des Nations Unies*, 1984 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.91.V.1), chap. VI.